

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

« No Farmers, No Food »

Aujourd'hui, le monde est gouverné par la peur. Le fait que nous ayons tous peur est, entre autres, une conséquence directe de la façon dont « nous » avons décidé, il y a quelques décennies, de suivre le cap de la mondialisation et de rendre nos flux économiques aussi interdépendants que possible. Pour le plus grand bien de tous, paraît-il. Pour simplifier : « nous » avons oublié que la mondialisation comporte aussi des risques.

La réalité nous a rattrapés de plein fouet. Nous sommes actuellement confrontés à l'une des pires crises économiques de tous les temps, car la mondialisation a permis à un virus de se propager rapidement dans le monde entier.

Par le passé, les gouvernements considéraient l'approvisionnement alimentaire comme le secteur le plus important. À l'évidence, ce mode de pensée ne fait plus partie de l'ADN des chefs d'État et de gouvernement européens d'aujourd'hui : comme lors de toutes les autres crises de la dernière décennie, qui étaient surtout géopolitiques, ils ont choisi de soutenir l'industrie de la transformation. Comme d'habitude, on ne se préoccupe pas du revenu des agriculteurs. Dans notre réalité actuelle, il s'agit d'une décision politique très dangereuse. «No Farmers, No Food » – sans agriculteurs, pas d'aliments.

Aux Pays-Bas, nous constatons de plus un autre phénomène. Maintenant que sont retombés les premiers nuages de poussières qui entouraient le virus, d'autres éléments commencent à apparaître : les opposants à l'élevage répandent la peur. On avait d'abord essayé d'éliminer l'élevage en employant l'argument d'un recours excessif aux engrais, qui est toutefois extrêmement limité par les règles strictes imposées par Bruxelles. Les éleveurs ont ensuite été mis sur le banc des accusés dans le cadre du débat sur le climat. Enfin, comme les résultats n'étaient pas suffisants, on instrumentalise désormais le coronavirus. Le virus frapperait ainsi plus durement les régions où le cheptel est plus dense et il n'y aurait aucun lien avec, par exemple, les festivités de carnaval dans les régions touchées ou avec la pollution atmosphérique liée à l'industrie.

Dick Heederik, illustre professeur de l'Université d'Utrecht, a immédiatement réfuté l'affirmation selon laquelle il y aurait un lien entre des particules fines issues de l'élevage et la santé publique et il a qualifié ces sources dites « scientifiques » de peu sérieuses. Toutefois, ces thèses ont été publiées dans un journal à grande diffusion et continueront longtemps à faire leur effet. D'autant plus que notre ministre de l'Agriculture, Carola Schouten, a demandé à l'Institut national de la santé publique et de l'environnement d'étudier la question. Une bourde politique qui a condamné l'élevage aux yeux de l'opinion publique avant même que l'étude n'ait démarré. Les études antérieures n'ont jamais mis en évidence de lien de causalité entre l'élevage et les maladies respiratoires. Cela importe peu aux opposants à l'élevage. Pour eux, il y a simplement trop d'animaux et l'élevage doit en payer le prix.

La peur est la plus mauvaise conseillère. Sans compter les responsables politiques et les décideurs incompetents qui se laissent guider par l'émotion, ainsi que le manque d'impartialité des médias. Ce dont le monde a besoin actuellement, c'est de sérieux et de rigueur scientifique, pas de personnes qui souhaitent se donner une image ou de chasse aux sorcières. C'est ainsi que nous nous assurerons que les conséquences du COVID-19 ne plongeront pas le monde dans

EMB bulletin mai 2020

Des actions fortes en Europe autour du lait en poudre avec un appel à la Commission européenne : « Mettons en œuvre ensemble un programme de réduction des volumes ! »

- Réduction volontaire de la production : oui – stockage : non
- Une crise du lait à cause du coronavirus ?

Allemagne : débat sur la réduction des volumes – les organisations de l'industrie laitière et le syndicat agricole s'opposent à la réduction des volumes

Ensemble mettons en œuvre la souveraineté alimentaire ici et maintenant !

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

un désordre encore plus profond, ou dans une famine que nous avons les moyens d'empêcher si nous gardons la tête froide.

« *No Farmers, No Food* » Il est plus important que jamais que l'EMB continue d'informer la Commission européenne et les parties prenantes et que nous attirions, à temps, l'attention des décideurs politiques sur les risques qu'impliquent leurs décisions. Nous devons impérativement changer de cap afin qu'il reste, après la crise, encore assez d'agriculteurs pour nourrir nos populations.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board

Des actions fortes en Europe autour du lait en poudre avec un appel à la Commission européenne : « Mettons en œuvre ensemble un programme de réduction des volumes ! »

© LPGA

« Nous, les producteurs de lait, disons OUI à une réduction des volumes de lait dans toute l'UE et NON au stockage privé de beurre, de lait en poudre et de fromage comme mesure de gestion de crise. »

Alors que les éleveurs laitiers de toute l'Europe adressent ce message à la Commission et aux États membres de l'Union européenne, un brouillard épais de lait en poudre s'abat sur les champs de nombreux départements français. Pendant ce temps, dans la capitale allemande, une haute tour de lait en poudre s'élève dans le ciel devant la Chancellerie. Et en Italie, au Danemark, en Lituanie, au Luxembourg et en Belgique, des producteurs et productrices de lait réclament avec véhémence, lors d'actions autour du lait en poudre, une gestion de crise adéquate pour le secteur laitier.

Pour Erwin Schöpges, **producteur de lait belge** et président de l'European Milk Board (EMB), les nombreuses manifestations autour du lait sont un signal important envoyé aux responsables politiques : « Aujourd'hui, dans toute l'UE, le lait écrémé en poudre est devenu le symbole du mauvais cap suivi par la gestion de crise de l'Union européenne dans le secteur laitier. Nous devons changer de cap afin de pouvoir vraiment faire face à cette crise », explique M.

Schöpges.

La demande en produits laitiers s'est effondrée en raison de la crise du coronavirus. Comme l'explique Roberto Cavaliere, membre **italien** du comité directeur de l'EMB, la fermeture des écoles, crèches et établissements publics ainsi que l'arrêt quasi complet du secteur de la restauration ont fortement réduit les débouchés pour les produits laitiers. « On produit donc actuellement beaucoup trop de lait et il faudrait réduire la production dans l'ensemble de l'UE. Nous, les producteurs de lait, sommes prêts à prendre nos responsabilités et à participer à un programme de réduction des volumes coordonné par la Commission européenne », affirme M. Cavaliere. Toutefois, l'UE n'a pas donné de signaux en ce sens. Comme de nombreux producteurs de lait européens, son collègue Boris Gondouin, producteur de lait **français** et membre du comité directeur de l'EMB, est très contrarié que la Commission européenne ait plutôt décidé d'accorder des aides au stockage privé. « Ces aides ne changent absolument rien aux problèmes que le coronavirus pose aux agriculteurs. Ce sont surtout les prix du lait aux **producteurs** qui baissent. Toutefois, comme annoncé provisoirement, 30 millions d'euros de subventions pour les produits laitiers transformés iront à l'industrie privée. Il s'agit donc d'une mesure prise au profit de l'industrie de la transformation, pas pour les agriculteurs. » Johannes Pfaller, producteur de lait d'**Allemagne** et membre du comité directeur de l'EMB, ajoute : « Il est pourtant aberrant de gaspiller des ressources afin de fabriquer des produits pour lesquels il n'y a pas de demande, juste pour les stocker ensuite à l'aide de subventions. »

Pour endiguer la crise du lait :

1. Une mesure de gestion de crise doit s'attaquer directement aux volumes de lait.
2. L'UE devrait prendre ses responsabilités, avec ses producteurs de lait. Il faut lancer un programme qui puisse être accessible dans tous les pays de l'UE. Les producteurs de lait qui sont prêts à réduire leur volume de production recevraient, par l'intermédiaire de ce programme, une indemnité par litre de lait non produit.*
3. Nous devons éviter de former des tours de beurre et des montagnes de lait en poudre en subventionnant le stockage de produits déjà transformés. Les produits stockés continuent de faire partie de l'offre existante et pèsent sur les prix du lait. Il serait donc plus judicieux de consacrer les 30 millions d'euros annoncés pour financer un programme de réduction des volumes plutôt que le stockage privé.
4. L'UE devrait se permettre de tirer les leçons des erreurs du passé. Les aides au stockage privé et l'autorisation accordée, entre autres, aux organisations de producteurs et aux interprofessions de réduire la production au niveau régional (pas dans l'ensemble de l'UE) ont totalement échoué en tant qu'instrument lors de la crise de 2015-2017. Par contre, le programme européen de réduction des volumes a fonctionné (voir détails dans cette [étude en anglais](#)).

* Pour des détails, voir aussi le **Programme de responsabilisation face au marché**

Comme le souligne Kjartan Poulsen, producteur de lait **danois** et membre du comité directeur de l'EMB, ce n'est pas la première fois que l'UE se trompe dans le choix de ses instruments de gestion de crise. « En 2017 déjà, les producteurs de lait de l'EMB et d'autres organisations avaient attiré l'attention, par une [grande action autour du lait en poudre](#), sur la problématique de la constitution de stocks trop importants pendant la crise. Nous demandons donc instamment à l'UE de ne pas miser sur l'instrument du stockage mais de travailler conjointement avec les producteurs de lait et de mettre en œuvre, ensemble, un programme de réduction des volumes », ajoute M. Poulsen.

Les actions européennes d'aujourd'hui ne seront pas les dernières manifestations politiques sur le lait en poudre. De nombreux producteurs de lait allemands ont déjà annoncé que d'autres actions suivront dans les prochains jours.

Photos et vidéos des actions autour du lait en poudre aujourd'hui en Europe

Communiqué de presse de l'EMB du 7 mai 2020

Réduction volontaire de la production : oui – stockage : non

« Avoir recours à l'aide au stockage privé pour affronter la crise du lait, sans programme de réduction de la production coordonné au niveau européen, est une erreur », explique Erwin Schöpges, président de l'European Milk Board (EMB), exprimant ainsi son rejet des **mesures publiées le 4 mai par l'UE**. Alors que le marché européen est à nouveau inondé de lait et que les prix déviennent, seule une réduction des volumes de lait produits dans toute l'UE permettrait de calmer le jeu. Le stockage de produits déjà transformés, tels que le lait en poudre, le beurre et le fromage, ne réduit pas la pression sur le prix au producteur, car ces produits continuent de faire partie de l'offre excédentaire en produits laitiers.

« Nous comptons exprimer clairement notre déception face à cette décision erronée et ce à travers des actions que nous organiserons cette semaine, le 7 mai, dans de nombreux pays européens », indique M. Schöpges. Ces actions sont liées à un appel constructif envers la Commission européenne, pour lui demander d'activer **MAINTENANT un programme de réduction volontaire de la production dans toute l'UE**.

Comme l'explique la vice-présidente de l'EMB, Sieta van Keimpema, cette réduction des volumes doit être coordonnée par l'UE afin qu'elle puisse s'appliquer à l'ensemble du territoire européen. « L'autorisation temporaire accordée par l'UE entre autres aux organisations de producteurs (OP) et aux organisations interprofessionnelles, leur permettant de planifier des réductions de production (conformément à l'article 222 de l'OCM), n'apporte rien de plus dans la situation actuelle de crise », poursuit Mme van Keimpema.

La planification de la production notamment par les OP ou les interprofessions n'a pas d'effet ! – Pourquoi un programme de réduction volontaire de la production doit-il être coordonné au niveau européen par la Commission ?

- Seule une réduction volontaire de la production coordonnée par l'UE permet une réduction sur l'ensemble du territoire

Au niveau européen, les organisations de producteurs et les organisations interprofessionnelles ne sont pas structurées de façon à pouvoir mettre en œuvre une telle réduction des volumes. C'est pourquoi ces organisations ne peuvent obtenir, au mieux, que des réductions sporadiques. Les effets sur le marché du lait de l'UE dans son ensemble ne se ressentiront à peine. Il faut donc que la Commission européenne prenne en main la coordination de la réduction pour pouvoir obtenir des effets positifs sur l'ensemble du territoire.

- Affaiblis par les crises, les producteurs ne peuvent pas financer les réductions seuls

Les organisations de producteurs existantes sont financées par les producteurs. Pour mettre en œuvre une réduction volontaire, avec une indemnité par litre non produit, il faut lever des fonds. Les producteurs ne les ont simplement pas, encore moins en cette nouvelle période de crise. **L'argent que la Commission va injecter dans le stockage privé devrait donc être utilisé pour une réduction de la production coordonnée à l'échelon de l'UE.**

- Planification de la production par les OP / les interprofessions ? réduction des volumes coordonnée par l'UE

On ne peut pas comparer la planification de la production notamment par les OP ou les interprofessions avec un programme de réduction de la production coordonné par la Commission européenne. Ces deux mesures ont déjà été mises en œuvre en 2016. **À la grande différence que la planification de la production n'a eu aucun impact sur les prix du lait dans l'UE, alors que la réduction coordonnée des volumes dans l'UE a permis de faire remonter les prix de l'abîme où la crise les avait plongés.**

« Nous avons informé la Commission européenne, le Parlement et les ministres nationaux de la situation actuellement très difficile des producteurs et nous les avons prévenus que le marché du lait allait s'effondrer si aucune mesure efficace n'était prise. La décision actuelle va à nouveau mener à la création de montagnes de lait en poudre et de tours de beurre dans des entrepôts et plonger, une fois de plus, les producteurs dans une crise profonde », dénonce M. Schöppges. « Pourquoi n'arrive-t-on pas à tirer les leçons des erreurs du passé ? » Cette question, que se posent de nombreux éleveurs laitiers, jouera aussi un rôle important lors des actions européennes autour du lait du 7 mai prochain.

Détails des actions autour du lait du 7 mai 2020 dans différents pays européens

Belgique : Actions autour du lait en Flandres et en Wallonie

Allemagne : Construction d'une grande pyramide de lait en poudre à Berlin

France : Actions lait en poudre dans des champs dans plusieurs régions : Hauts-de-France, Grand Est, Normandie, Pays de la Loire et dans le Sud-Ouest

Italie : Action lait en poudre à Crémone et action à la ferme Paulihof au Tyrol du Sud

Danemark : Action épandage de lait en poudre à Outtrup

Lituanie : Action poudre de lait dans les environs de Kaunas

Luxembourg : Action poudre de lait

L'aide au stockage privé : Pas une réponse adéquate à la crise !

Communiqué de presse de l'EMB du 4 mai 2020

Une crise du lait à cause du coronavirus ?

Au début de l'année, le secteur laitier affichait encore un optimisme mesuré. Les experts et les observateurs tablaient sur des tendances stables ou en légère hausse. Les producteurs de lait, déjà éprouvés par les crises, en

auraient eu bien besoin.

La dernière crise du lait remonte à quatre ans et, dans de nombreuses régions d'Allemagne et d'Europe, deux dures années de sécheresse ont mis beaucoup de fermes dans une situation financière difficile. Dans la plupart des exploitations, les coûts de production ne sont toujours pas couverts. Et voilà que la pandémie de coronavirus vient bouleverser le marché du lait, au même titre que l'ensemble des marchés mondiaux interconnectés. Bien que les prix au producteur soient encore stables, il ne s'agit probablement que du calme qui précède la tempête. Par exemple, les analyses de la banque néerlandaise Rabobank prédisent une crise qui devrait perdurer pendant une bonne partie de l'année prochaine et, d'après l'Association laitière européenne EDA, « la crise du coronavirus a le potentiel de devenir la plus grande depuis des décennies ». De nombreuses laiteries ont annoncé des baisses de prix, comme la laiterie Ammerland qui prévoit des prix du lait entre 28 et 30

centimes pour le semestre prochain.

Ce qui distingue cette crise des précédentes, c'est que les laiteries seront très diversement affectées. Certaines entreprises qui fournissent principalement le commerce de détail n'arrivent presque pas à produire et livrer suffisamment. Heureusement, c'est également le cas de certaines petites laiteries régionales et de la filière bio et surtout de la vente directe et des fromageries fermières. La situation est plus grave pour les entreprises qui fournissent surtout le marché de gros ou la restauration, ou qui sont fortement axés sur l'exportation. Les signaux que les laiteries envoient à leurs fournisseurs reflètent ces différences. De manière générale, il faut cependant s'attendre à ce que l'offre de lait soit fortement excédentaire pendant longtemps.

L'absence d'un plan de gestion de crise se fait cruellement sentir. Depuis la dernière crise, les responsables politiques n'ont joué leur rôle ni au niveau européen, ni au niveau allemand. On observe que la très grande majorité des producteurs de lait n'a pas de bons souvenirs de la gestion de la dernière crise. Surtout, tous s'accordent à refuser un stockage privé débridé et l'intervention car les volumes excédentaires de lait en poudre ont empêché le marché de se rétablir pendant des années après la dernière crise.

À l'inverse, le programme de réduction a convaincu le plus grand nombre de son efficacité. Au-delà des différences entre les différents concepts – réduction volontaire ou obligatoire, avec ou sans indemnisation, par rapport à quelle période de référence, de quel pourcentage – tous sont d'accord sur une chose : il faudrait, cette fois, sauver les fermes et pas les laiteries. C'est pourquoi il faut prendre des mesures intervenant AVANT la production du lait, au niveau des agriculteurs. Il ne faudrait simplement pas produire de lait dont personne n'a besoin et qui ne peut être vendu à un bon prix.

De bons concepts, élaborés par des organisations reconnues comme le BDM, MEG Milchboard et l'AbL, sont depuis longtemps sur la table. Une organisation aussi grande, récente et active que « Land schafft Verbindung » peut aussi être très utile pour souligner à quel point le syndicat agricole majoritaire DBV est isolé sur les sujets laitiers. Le réseau européen de l'European Milk Board est également précieux, d'autant que les premiers programmes de réduction des volumes ont déjà été lancés dans d'autres pays, comme la France, et que des laiteries autrichiennes, par exemple, proposent déjà à leurs membres des mesures pour les inciter à réduire leur production.

Cette pandémie a montré la rapidité avec laquelle pouvaient être prises, dans de nombreux domaines, des mesures qui semblaient impossibles auparavant – il faudrait que cela soit le cas aussi dans le secteur laitier.

Extrait d'un article d'Ottmar Ilchmann, Président de l'AbL (Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft) dans la région Basse-Saxe-Brême

Allemagne : débat sur la réduction des volumes – les organisations de l'industrie laitière et le syndicat agricole s'opposent à la réduction des volumes

Lors d'une téléconférence organisée par la Ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, le syndicat agricole DBV et les associations de l'industrie laitière ont considéré que l'ouverture du stockage privé suffisait pour gérer la crise. À l'opposé, le BDM et les représentants du nouveau mouvement « Land schafft Verbindung » se sont exprimés en faveur d'une limitation des volumes en raison de la crise.

© BDM

La ministre a reproché aux associations de l'industrie laitière de ne pas mettre en œuvre les mesures de planification des volumes pourtant prévues dans leur stratégie sectorielle et leur a demandé, une nouvelle fois, de procéder rapidement à des adaptations individuelles au marché au niveau des différentes laiteries. Le BDM a exposé que les approches individuelles, surtout si elles reposent sur le volontariat, ne permettent pas d'avoir un impact rapide sur le marché. Nous avons également attiré l'attention sur une contradiction fréquente au niveau politique, du syndicat agricole DBV et de l'industrie laitière : selon eux, un inconvénient de la revendication du BDM de réduire les livraisons de lait en temps de crise est que nos voisins dans l'UE, mais aussi les pays tiers, se froteraient les mains et que leurs livraisons de lait en Allemagne empêcheraient la mesure d'avoir un impact sur le marché. Cependant, ils réclament dans le même temps des mesures au niveau des différentes laiteries ; la concurrence n'aurait donc même pas besoin de venir du pays voisin, mais simplement de la laiterie voisine. La contradiction ne pourrait pas être plus éclatante mais elle montre bien qu'on prend encore les agriculteurs pour des imbéciles.

Le BDM réclame une réduction obligatoire immédiate des livraisons de lait dans l'UE

Dès le 18 mars, par lettre et lors de discussions avec la Chancelière allemande, les Ministres de l'agriculture du pays et des états fédérés ainsi que le Commissaire européen à l'agriculture, M. Wojciechowski, le BDM a signalé les évolutions précaires sur les marchés agricoles et a proposé et réclamé des mesures correspondantes. En raison de la situation très difficile du marché, le BDM considère qu'il est nécessaire de mettre en place une limitation ou réduction limitée dans le temps des livraisons de lait qui soit obligatoire pour tous les éleveurs laitiers. Il serait envisageable de limiter l'application de cette mesure aux États membres de l'UE dont les livraisons de lait excèdent leur taux d'auto-provisionnement.

Les raisons de l'accent mis par les revendications du BDM sur des mesures contraignantes sont multiples ; en voici trois :

1. L'évolution du marché rend nécessaires des instruments permettant de réduire très rapidement les livraisons de lait.
2. La majorité des états fédérés allemands, surtout ceux qui produisent beaucoup de lait, se sont exprimés lors d'une conférence des Ministres de l'agriculture en faveur d'une réduction limitée dans le temps, obligatoire pour tous et sans indemnité, des livraisons de lait.
3. Le financement des mesures compensatoires nécessaires imposerait de procéder à des réaffectations dans le budget communautaire vers le fonds de crise de l'UE, ce qui signifierait une baisse des paiements directs et entraînerait des débats interminables.

Le positionnement du BDM ne signifie pas qu'une renonciation volontaire aux livraisons avec indemnisation soit catégoriquement refusée.

Johannes Fritz, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)

Ensemble mettons en œuvre la souveraineté alimentaire ici et maintenant !

© Uniterre

Lors de la journée internationale des luttes paysannes du 17 avril 2020, les paysans n'ont eu qu'un mot pour le Conseil fédéral en charge de l'agriculture : « cela suffit ! ». Les annonces de M. le Conseiller fédéral Parmelin du 9^e avril visant à faciliter certaines importations – notamment celle du beurre – pour faire face à la crise actuelle du COVID-19 ne sont pas acceptables.

Alors que les agriculteurs et artisans sont sacrifiés depuis des décennies sur l'autel de la croissance à court terme et de la tertiarisation de l'économie, quand le système se grippe, l'État favorise encore et toujours le marché globalisé et les acteurs industriels de l'agro-alimentaire. L'épidémie du COVID-19 a mis en lumière les fragilités du système alimentaire dirigé depuis plusieurs décennies par les logiques capitalistes de marché. Les échecs de ce modèle sont plus flagrants que jamais et mettent en péril les bases vitales de la société, il est donc temps de changer de paradigme.

Lettre ouverte au Conseiller fédéral

Dans notre lettre ouverte du 14 avril au Conseiller fédéral, nous avons mis en avant nos revendications concernant le secteur laitier.

Trois décennies de prix trop bas ont eu raison de plus de la moitié des fermes laitières de notre pays. Des défauts de gestion dans les quantités et la mise en place d'un obscur système de segmentation ont créé le chaos nécessaire pour désolidariser les paysans et les mettre à la merci de la grande distribution. Aujourd'hui ce système est largement mis à profit par les acheteurs de lait qui ont usé de tous les stratagèmes possibles pour acquérir cette précieuse matière première au prix le plus indécent : incitation à la surproduction, segmentation à géométrie variable, aucune stabilité de prix, non-versement de la prime fromagère (ce qui est contraire à la loi), et désormais, ô surprise, on a tellement dégoûté les producteurs que la matière première vient à manquer, et qu'il faut importer du beurre.

- ***Nous demandons la revalorisation immédiate du prix du lait, l'arrêt des exportations de pâtes molles à bas prix et l'utilisation d'une partie du lait de fromagerie pour la fabrication de beurre, ceci en conservant bien sûr le prix destiné au lait de non-ensilage, et afin d'anticiper la chute des ventes de fromages.***

Il incombe au Conseil fédéral et au Parlement de tirer les leçons de la crise que nous traversons actuellement et d'enfin mettre en œuvre la souveraineté alimentaire par la création d'un cadre qui valorise la production indigène, les circuits courts, l'agriculture paysanne et les artisans locaux. La production alimentaire ne doit plus être conçue comme un quelconque bien à commercialiser, mais bien comme la base vivrière d'un pays lui permettant de survivre en temps de grave crise et au-delà. La souveraineté alimentaire permet cette mutation radicale.

Berthe Darras, Uniterre

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mai-2020.html>